

LETTRE D'INFORMATION N°7

DU GROUPE RASSEMBLEMENT NATIONAL & APPARENTÉS PICARDIE NORD-PAS-DE-CALAIS DU CONSEIL RÉGIONAL HAUTS-DE-FRANCE

LE MOT DE PHILIPPE EYMERY

LES ÉLUS RASSEMBLEMENT NATIONAL EN PREMIÈRE LIGNE DU FRONT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Le Président de la République a qualifié l'urgence sanitaire de « guerre ». Dès lors le confinement, présenté comme la seule option, a mis quasiment à l'arrêt le pays. Il faut prendre garde à une hécatombe de « morts économiques » avec les dégâts sociaux qui en sont le corollaire.

Notre fil rouge, c'est la parole présidentielle du 16 mars 2020 : « Aucune entreprise quelle que soit sa taille ne sera livrée au risque de faillite ».

Le Conseil régional est, selon la Loi, chef de file du développement économique. J'ai donc assuré le Président du soutien entier du Rassemblement National aux mesures permettant d'éviter, dans l'immédiat, la faillite de nombreux artisans, commerçants, indépendants, TPE/ PME. Et dans un second temps d'assurer la reprise d'activité en garantissant notre indépendance dans les secteurs stratégiques. Pour nous ces mesures s'appuient sur l'urgence et l'équité territoriale.

L'urgence c'est maintenant : les petites structures doivent assurer la fin de mois. Nous demandons à ce que les entrepreneurs soient exonérés le temps de l'arrêt de l'activité des charges fixes. L'élargissement annoncé par le ministre de l'Economie des critères d'éligibilité au Fonds national de solidarité répond partiellement [aux propositions que j'ai faites au Conseil régional](#). Ce n'est pas suffisant.

L'équité territoriale, c'est indispensable. Dans notre région, les collectivités locales les plus importantes multiplient les aides aux entreprises de leur territoire. Il en résulte une fracture territoriale entre entreprises selon le lieu de travail de l'entrepreneur. [Unies et coordonnées, les collectivités sont plus efficaces qu'avec des actions dispersées.](#)

C'est le rôle du Conseil régional : fédérer l'action publique en matière économique.

COVID 19 : LA VÉRITÉ OFFICIELLE MISE À MAL PAR LES FAITS

Après avoir longtemps minimisé la gravité de la crise du Coronavirus et même à [avoir relayé l'appel à sortir de chez soi du couple Macron](#) les médias parlent aujourd'hui d'une crise sans précédent reprenant mot pour mot les consignes présidentielles sans aucun esprit critique. [Ce que démontre très bien le dernier numéro d'I-média sur TV Libertés.](#)

[Les énormités ou les contradictions flagrantes](#)

[de la porte-parole du gouvernement](#) les [propos ahurissants d'Agnès Buzyn](#) ou encore de [tous les intervenants médiatiques](#) n'ont fait l'objet d'aucun traitement objectif de la plupart des média mainstream.

Comme sur l'utilisation ou la non-utilisation générale des masques FFP2, la fermeture des frontières ou le manque de tests.... le gouvernement, au lieu de tenir un langage

de vérité, adapte la théorie à la réalité. [Ce que dénonce avec beaucoup de talent et de bon sens Charlotte d'Ornellas sur CNews](#)

[D'autre voix comme celle d'Éric Zemmour](#) parviennent à fissurer ce mur de la bien-pensance, mur constitué par le pouvoir politique et les média mainstream.

CORONAVIRUS : L'UNITÉ DE LA NATION MISE À MAL PAR LES BANLIEUES

Depuis le 17 mars, le confinement est de rigueur dans toute la France. Confinement strict qui répond à l'impérieuse nécessité d'endiguer le coronavirus dans notre pays.

Les Français font dans l'ensemble preuve de discipline et de bonne volonté, obéissant aux forces de l'ordre et aux ordres donnés par l'Exécutif national.

[Mais, une fois de plus, les quartiers à forte proportion immigrée, ne respectent pas les règles et se moquent de la santé publique](#)

Comme le dit très justement Eric Zemmour dans Face à l'info cette semaine : « Gouverner, c'est contraindre. [Dans les quartiers d'immigrés, les gens refusent de se soumettre et il y a des pillages. Cette histoire peut très mal finir !](#) »

C'est aussi [le constat que fait Michel Onfray dans sa tribune Le Gendarme de Saint-Tropez](#), suite dans laquelle il déclare : « il suffit qu'une centaine de

tribus de ces zones perdues refuse le confinement pour que la totalité du confinement ne serve plus à rien pour le reste des Français. Les territoires perdus le veulent bien, c'est leur projet ».

Une certaine forme de sécession appuyée par les propos de Abdallah Zekri du CFCM (Conseil Français du Culte Musulman) [qui fait clairement la distinction entre « musulmans » et « Français ».](#)

[Ou les délires islamistes du frère de Tariq Ramadan, Hani Ramadan pour qui la fornication et l'adultère seraient à l'origine du Coronavirus...](#)

Les exemples en effet se multiplient. Que ce soient les racailles [qui pillent les réserves d'eau à Auchan de Villeneuve d'Ascq](#), ou [l'immigré qui « pète les plombs » aux urgences de Roubaix en insultant les infirmières](#) ou encore cette femme à Paris qui refuse le confinement total et hurle sur les policiers. Mise à l'écart, elle leur tousse au visage en disant : « [laissez-moi, j'ai le coronavirus, vous l'aurez aussi!](#) ».

Partout, depuis mardi midi, des petits groupes d'individus narguent les policiers, déjà épuisés.

Tout cela démontre une fois de plus qu'il y a une érosion du capital social (notion renvoyant à la capacité des membres d'une société à se faire confiance les uns les autres) dont les études ont montré qu'il était proportionnel à l'homogénéité d'une population. Conséquence directe pour notre pays : nous sommes en voie de libanisation. Ce que Laurent Obertone a très bien démontré dans ses différents ouvrages.



COVID 19 : NOS SOLUTIONS POUR AIDER LES ARTISANS, LES TPE ET PME DES HAUTS-DE-FRANCE

L'impact négatif de la crise du coronavirus est bien réel sur notre économie régionale [comme nous le rappelle DailyNord](#).

Afin d'aider nos TPE et PME régionales face à cette crise sanitaire, nous proposons dès le 19 mars :

- Mettre en place à l'échelle régionale une « cellule d'urgence » Etat-Région-Bpifrance pour assurer un suivi serré de la situation et accélérer les mesures de soutien à la trésorerie des entreprises.
- Organiser la remontée d'informations depuis le Conseil régional sur les difficultés rencontrées par les entreprises et les filières.
- De relever de 70 à 80% [le plafond du fonds régional de garantie](#), géré par la Finorpa et financé en partie par le Conseil régional. Il faut redoter ce fonds pour qu'il soit plus solide. Objectif : réduire les cautions supportées par les entreprises défaillantes.
- [Rendre davantage accessible le prêt croissance TPE](#), qui s'élève entre 10.000 et 50.000 euros sans caution personnelle, sera, lui, davantage accessible aux sociétés qui en font la demande. Il ne sera

en effet plus réservé à celles qui ont au minimum trois ans de bilan comptable, mais à celles qui en ont au moins 18 mois.

- [D'augmenter l'enveloppe du fonds Hauts-de-France Prévention](#) à 500 000 € par entreprise, d'abaisser l'effectif à 2 salariés, et de porter le différé de remboursement d'un à deux ans. Ce dernier doit toutefois être associé à un autre financement, type apport de capital ou prêt bancaire.
- Nécessité d'abaisser le seuil d'accompagnement pour l'aide à l'investissement de 200 000 à 75 000 €.
- Pour les loyers : demande aux Sociétés Foncières de reporter le loyer de Février (retard) ou mars à la fin du bail pour les TPE-PME sans trésorerie.
- Pour les règlements facture des TPE & PME par les Grands Groupes, riches en trésorerie (toutes les informations boursières le confirment) paiement à J+7 ou J+15 maximum ; ça doit être du volontariat sinon il y aura un contrôle des paiements par la DGCCRF.
- Proposer que la BPI et autres sociétés de factoring ou banques fassent plus systématiquement de « l'avance sur

factures » (Loi Dailly) surtout aux TPE-PME qui sont rarement éligibles ou qui n'y pensent pas.

- Arrêt et moratoire des fichages sur les incidents de paiement (fichier Banque de France ou autres sociétés d'assurance-crédit (SFAC)).
- Le Groupe Rassemblement National demande à M. Bertrand de régler davantage les factures du Conseil régional « en temps et en heure ». Les fournisseurs de l'institution n'ont pas à pâtir des délais de paiement internes, à améliorer substantiellement comme l'a indiqué d'ailleurs la Cour des Comptes dans son rapport sur les « Nouvelles régions » de Juillet 2019. La Cour pointait alors en Hauts-de-France un délai de paiement moyen de 43 jours alors que le délai légal est fixé à 30 jours. C'est inadmissible ! [Voir à ce propos notre communiqué](#).
- Instauration d'un numéro spécial pour réclamation.

Il est urgent d'agir pour nos TPE et PME et ainsi soutenir notre économie régionale.

COVID 19 : UNE SOLIDARITÉ EXEMPLAIRE DANS LES HAUTS-DE-FRANCE !

La solidarité a toujours été une valeur forte dans notre région. Et cet épisode du Covid 19 n'échappe pas à la règle.

De très nombreuses initiatives privées éclosent chaque jour pour venir en aide à nos soignants.

Commençons par l'opération « Masques en Nord » pilotée par le CHU de Lille et soutenue par l'association « le Souffle du Nord ». [Les entreprises Damart et Lemahieu ont un objectif commun : fournir 60 000 masques lavables et réutilisables aux soignants de la métropole lilloise](#).

[L'entreprise Roquette s'est également lancée](#)

[dans la fabrication de 5000 litres de gel hydroalcooliques par semaine](#) ! Comme pour [Tereos qui produira environ 10 000 à 11 000 litres de gel par semaine sur les sites français](#) situés Artenay dans le Loiret, Origny-Sainte-Benoite dans l'Aisne, Connantre Morains dans la Marne, Nesle dans la Somme et Lillers ! Ou encore [MJ Conditionnement dans l'Aisne](#).

Mais aussi [l'entreprise Fauchille qui confectionne des millions d'élastiques pour la fabrication de masques](#) ou [l'entreprise Dagoma de Roubaix qui produit des visières contre le coronavirus](#) grâce à leurs imprimantes 3D.

Ou plus modestement mais non moins utile pour le moral de nos soignants : [l'entreprise Coboma](#) à Capécure a fait don de dix kilos de saumon fumé au personnel médical du service réanimation du CHR de Lille qui a pu se régaler avec du saumon venu tout droit de Boulogne.

En ces temps si troublés, il est primordial de mettre en avant toutes ces entreprises qui font la fierté de notre région.

« La solidarité est la tendresse des peuples ». Tomas Borge.

UN BOUCHER DE SAINT OMER LANCE SON LABEL « BIEN-ÊTRE ANIMAL » : LE GROUPE RN SOUTIENT !

Nous avons découvert cette intelligente innovation [dans un article de la France agricole](#).

[Nicolas Fagoo, héritier d'une belle maison fondée en 1934](#), a créé en 2019 son propre label, « l'engagement bien-être animal ».

Le label « l'engagement bien-être animal » rassemble aujourd'hui 35 éleveurs et une dizaine de points de vente dans le Pas-de-Calais.

Cette démarche rejoint [le combat de l'association Vigilance Halal](#) d'Alain de Peretti. Car la lutte contre l'abattage rituel Kascher et Halal permet de :

- Lutter contre la souffrance animale : au motif que l'Islam interdit de manger du cadavre l'animal doit être égorgée jusqu'aux vertèbres sans anesthésie préalable. Soit jusqu'à ¼ d'heure de souffrance en pleine conscience avant que la mort intervienne.

- Limiter les risques sanitaires : le Halal et le Kasher entraînent des risques sanitaires auxquels l'expose ce mode opératoire qui, en termes de sécurité est une régression flagrante par rapport aux dispositions réglementaires en vigueur.

- Défendre le consommateur français : le refus de signaler obligatoirement sur l'étiquetage l'origine Halal et Kasher prive le consommateur d'une

information qui lui donnerait la liberté de choisir en toute connaissance de cause.

C'est pourquoi le Groupe Rassemblement National a présenté à plusieurs reprises des propositions afin de promouvoir le bien-être animal, comme lors de la séance plénière de décembre au cours de laquelle Chantal Bojanek a présenté un amendement demandant [la mise en place d'un label permettant la traçabilité alimentaire](#), car la sécurité alimentaire est un véritable enjeu de santé publique.

[Et le fameux Christophe Coulon qui affirme que créer un tel label est impossible !](#)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

DU GROUPE RN HAUTS-DE-FRANCE



Lille, le 2 avril 2020

Communiqué de presse

Alimentation, faisons travailler les gens d'ici : privilégions les circuits courts et de proximité !

Le Coronavirus est devenu LE problème numéro 1 dans le monde entier. Les ravages de ce virus révèlent les dangers du modèle qu'on nous impose et son incapacité à protéger les peuples.

La mondialisation, voulue comme une homogénéisation du monde, est en train de déboucher sur son contraire : le retour des particularismes, des singularités, et plus généralement un retour du « nous ». Nous proposons une vision réenracinée de l'homme, des entreprises et de nos territoires.

Il est urgent de tourner le dos au vertige industriel qui met trop d'agriculteurs dans les mains de la banque et du crédit fournisseur. Trop d'investissements, trop de complexité, trop de risques... L'agriculture industrialisée broie ceux qui s'y laissent prendre ! Elle détruit la terre. Constater que les fruits et légumes sont en moyenne produits à plus de 1200 km de l'assiette du consommateur, c'est dire la folie d'un système qui ignore la géographie et tient la distance pour rien. Nous devons revenir à plus de simplicité.

Que faire pour retrouver cette indépendance qui était l'honneur du propriétaire exploitant ? Que faire pour réduire l'artifice, la chimie, la machine, et retrouver l'usage de la nature au service de l'homme, comme des générations ont si bien su le faire ? Que faire pour renouer avec cette vraie richesse que prodiguent les services gratuits de la nature à qui les respecte ? Bacon le disait avec justesse « on ne commande à la nature qu'en obéissant à ses lois »

Préférer le local au global, le proche au lointain, le produit d'ici et des siens au produit nomade.

La santé humaine est le premier problème écologique : il a priorité absolue sur tout le reste ! L'oublier c'est nous condamner collectivement. L'autonomie alimentaire comme la qualité alimentaire sont stratégiques : elles sont au cœur de notre projet pour notre Région.

Philippe Eymery, Président du groupe

CAMPAGNE #CIRCUITSOURTS

CLIQUEZ SUR LES IMAGES POUR LES VOIR EN GRAND

CORONAVIRUS : CHANGEONS NOS MODES DE CONSOMMATION !

“ J'ACHÈTE MON POISSON FRAIS CHEZ MON POISSONNIER ET FAIS VIVRE AINSI LES PÊCHEURS DE LA CÔTE D'OPALE ”

CIRCUITSOURTS

Rassemblement National  /rassemblementnationalhdf  @rn_hdf www.picardienordpasdecalais.com

CORONAVIRUS : CHANGEONS NOS MODES DE CONSOMMATION !

“ J'ACHÈTE MA BAGUETTE CHEZ MON BOULANGER ”

CIRCUITSOURTS

Rassemblement National  /rassemblementnationalhdf  @rn_hdf www.picardienordpasdecalais.com

CORONAVIRUS : CHANGEONS NOS MODES DE CONSOMMATION !

“ J'ACHÈTE MA VIANDE CHEZ MON BOUCHER TRADITIONNEL ”

CIRCUITSOURTS

Rassemblement National  /rassemblementnationalhdf  @rn_hdf www.picardienordpasdecalais.com